

Rapport d'activité Section de la Moselle juin 2019 à septembre 2020

1. Départ de Hugues Bied-Charreton pour la DRFiP de Bretagne au 20 décembre 2019, intérim de Xavier Petit jusqu'en juin 2020 et arrivée d'Étienne Effa depuis juin 2020.
2. Depuis l'arrivée d'E. Effa, on peut noter une reprise en main des projets de restructurations et de suppressions de structures. La carte du département va être très clairsemée en termes de sites des Finances Publiques.
3. La période du Covid19 a été un vrai basculement dans la vie de la DDFiP Moselle. D'un point de vue sanitaire et d'un point de vue organisationnel.
4. Deux marches revendicatives ont été organisées pour dénoncer les fermetures prochaines de certains services. Une s'est déroulée entre Hayange à Thionville et l'autre dans les rues de Sarreguemines.
5. Barbecue et rassemblement à Rombas contre la fermeture de la Trésorerie.
6. Envahissement des CTL suppressions d'emplois et projet Nouveau Réseau de Proximité.
7. Tournées et visites de postes en intersyndicale.
8. Tractage à l'attention des usagers sur différents sites et/ou marchés du département (Hayange, Thionville, Forbach, Sarreguemines, Rombas...)
9. Envahissement des conventions et séminaires des cadres A à Metz.
10. Prise de contact avec les Maires des communes touchées par le NRP, mais aussi le Préfet et plusieurs Députés
11. Interviews télévisées dans la presse écrite.

Rapport CTL

1. Suppressions d'emplois -15 en Moselle (contre 45 en 2019).
2. 3,3 A, 29,6 B et 33,6 C en postes vacants au 1/9/2020. Soit 6,3 % des effectifs en vacances de postes.
3. Au 1^{er} janvier 2020 :
 - suppression des trésoreries de Bouzonville et Puttelligence aux lacs,
 - fusion des SIE de Metz Nord-Ouest et Metz Centre Est,
 - création des SGC de St Avold et Sarreguemines.
4. Aucun CTL entre juin 2019 et juillet 2020. Absence de dialogue social à cause de la question de la réforme des retraites et de la « casse » du maillage de la DGFIP.

Rapport CHS CT

1. Toujours pas d'inauguration de l'ancien bâtiment de la place du Roi Georges (INSEE et CSRH de la DGFIP). 10 ans d'attente et toujours pas de perspective au 1^{er} janvier 2021.
2. Accélération du déploiement du télé-travail dans les administrations financières. Ce déploiement a été fait sans garde-fous. Certains agents l'ont vécu comme un abandon du collectif de travail. D'où une certaine forme de souffrance psychologique.
3. Rénovation de la cité administrative. Le projet est sur les rails.

Rapport CAPL

1. LA de C en B : 6 passages sur 6 dossiers. Un lauréat de plus qu'en 2019.
2. LA de B en A : 1 passage sur 2 dossiers. 30 dossiers excellentissime selon la direction.

3. Fin des CAPL de Mutations et de promotions. Une réunion informelle sur les mutations a été organisée pour défendre les cas particuliers en amont du mouvement et les dossiers qui n'ont pas eu gain de cause à la publication du mouvement. Mauvaise nouvelle, un agent C a été muté le 26 août 2020 pour prise de poste au 1^{er} septembre suite à vacances de poste.
Nous vous rappelons que nous sommes nommés au département depuis le 1^{er} janvier 2020.
4. Les CAPL restent compétentes pour les recours en évaluations, le refus de télé-travail, le refus de temps partiel et pour les sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe.

Rapport CDAS

5. Élection de Mme Meyer au poste de secrétaire de l'action sociale.
6. De grosses craintes sur l'avenir de l'action sociale au sein du Ministère des Finances.

Retraités

1. Le projet de réforme sur les retraites a été mis en stand-by à cause du Covid-19. Ce sujet reviendra sur la place publique au moment de la campagne présidentielle.
Déficit de 21 milliards d'€ a été annoncé pour 2020, puis 5 milliards pour 2021.